

Comment SOUSCRIRE* un FCPI ou un FIP



1^{er} temps

Avant toute souscription, **je prends connaissance** :

- de la plaquette de présentation du produit (en ligne) ;
- de la note DICI du produit (en ligne) ;
- de la Fiche d'Information Légale (pièce jointe).



2^{ème} temps

Je complète et signe :

1/ le Bulletin de Souscription (pièce jointe) en y appliquant les droits d'entrée négociés en amont par La Boîte à Finances (2 %) ;
2/ la fiche de connaissance client (pièce jointe) ;
3/ la fiche d'information légale (pièce jointe).



3^{ème} temps

J'envoie mon Bulletin de Souscription original daté et signé à :

La Boîte à Finances
Tour Ariane, 5 place de la Pyramide
92088 Paris La Défense Cedex

Accompagné des pièces suivantes :

- la fiche de connaissance client datée et signée ;
- le document d'entrée en relation (DER) daté et signé ;
- la copie d'une pièce d'identité en cours de validité (recto-verso) ;
- un justificatif de domicile (document ou facture de - de 3 mois) ;
- un chèque de versement à **l'ordre indiqué sur le bulletin de souscription** émis d'un compte en banque personnel ;
- éventuellement un relevé de compte titre (RIT).

* Procédure pour souscription autonome.

Nous vous recommandons de [prendre contact](#) avec un de nos conseillers qui sera à même de vérifier et d'optimiser la pertinence de votre opération.

- au **01.80.88.83.00** du lundi au vendredi de 09h00 à 19h00
- ou par courriel à contact@la-boite-a-finances.com
- ou encore par la Boîte de Dialogue si vous avez ouvert un espace patrimonial sur notre plateforme.

FIP Corse Croissance n°3

Bulletin de souscription et mode d'emploi

1

Le bulletin de souscription est unilatéral :

je n'ai coché que la case correspondant à mon cas personnel "M." ou "Mme", et ce :

- même si la souscription concerne l'ensemble du foyer fiscal,
- même si le règlement de la souscription se fait à partir d'un compte joint.

2

Je vérifie le calcul du montant de ma souscription :

Montant hors droits d'entrée + Droits d'entrée = Montant à régler.

Merci de ne pas arrondir la somme.

J'ai daté, apposé la mention « lu et approuvé » et signé la page 3.

3

Le chèque de règlement de la souscription est :

- daté, signé et correctement complété pour le montant total de ma souscription ;
- établi à l'ordre de "**Corse Croissance n°3**";
- tiré sur un compte chèque à mon nom.

ATTENTION : Toute souscription accompagnée d'un chèque émis par une société sera rejetée.

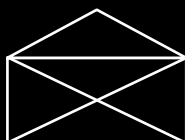
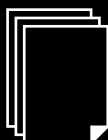
4

J'ai joint une photocopie de ma **pièce d'identité** en cours de validité ainsi qu'un **justificatif de domicile** de moins de 3 mois.



Nous vous remercions de vérifier que **TOUTES** les cases ci-dessus sont bien cochées avant de nous adresser votre dossier de souscription. Dans le cas contraire, celui-ci ne pourra être validé.

J'envoie l'ensemble à **L.B.F.** : bulletin original + chèque + copie pièce d'identité + copie justificatif de domicile + relevé de compte titres (RIT) si nécessaire.



La Boîte à Finances

FIP Corse Croissance n°3

(Article L. 214-31 du Code monétaire et financier)

Agrément AMF du 07/08/2015 - Code ISIN : FR0012830842

Réf OTC : _____

CACHET DU CONSEILLER


La Boîte à Finances

Tour Ariane, 5 place de la Pyramide

92088 Paris la Défense Cedex

Tél : 01.80.88.83.00

Fax : 01.80.88.83.03

Courriel : contact@la-boite-a-finances.comSite web : www.la-boite-a-finances.com

1 ÉTAT CIVIL

Pour des raisons fiscales, merci de renseigner l'intégralité des informations demandées

<input type="checkbox"/> M. <input type="checkbox"/> Mme	Nom	
Prénom		Nom de jeune fille
Deuxième Prénom(s)		
Date de naissance		Ville de naissance
Dépt. de naissance		Pays de naissance
Nationalité		
Adresse Fiscale		
Code Postal		Ville
Pays		
Téléphone		E-mail

2 ENGAGEMENTS DU SOUSCRIPTEUR

Je reconnais que la présente offre de souscription n'a pas fait l'objet d'un démarchage bancaire ou financier tel que défini à l'article L. 341-1 du Code Monétaire et Financier, ni avant la souscription ni lors de sa conclusion.

Engagements spécifiques en vue de bénéficier des avantages fiscaux : Afin de bénéficier des avantages fiscaux prévus, pour les personnes physiques, par les articles 199 terdecies-0 A VI ter, 150-0 A III 1° et 163 quinquies B du Code général des impôts :

- > Je m'engage à conserver les parts du Fonds jusqu'au 31 décembre de la 5^{ème} année suivant celle de leur souscription, à réinvestir immédiatement dans le Fonds la totalité des sommes ou valeurs réparties pendant la même période, lesquelles demeureront indisponibles jusqu'au terme de cette période.
- > Je déclare être fiscalement domicilié en France.
- > Je déclare que moi-même (agissant directement ou indirectement, par personne interposée ou par l'intermédiaire d'une fiducie), mon conjoint, mon partenaire lié par un pacte civil de solidarité et nos ascendants et descendants ne détenons pas ensemble plus de 10 % des parts du Fonds, ni directement ou indirectement plus de 25 % des droits dans les bénéfices des sociétés dont les titres figurent à l'actif du Fonds et n'avons pas détenu ce montant à un moment quelconque au cours des cinq années précédant la souscription des parts.
- > Je déclare que les sommes versées en contrepartie de ma souscription ne constituent pas une opération de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme au sens des articles L. 561-1 et suivants du Code monétaire et financier.
- > J'ai noté que le non respect des engagements ou de la condition ci-dessus énoncés entraîneraient la remise en cause de tout ou partie des avantages fiscaux dont j'ai bénéficié. Le bulletin est valable sous réserve d'encaissement de la souscription et dans la limite des parts disponibles.

Je déclare avoir reçu et pris connaissance du DIC1 relatif au Fonds d'Investissement de Proximité FIP Corse Croissance n°3 et adhérer à celui-ci et au Fonds, et m'engage irrévocablement à souscrire au montant susmentionné.

J'accepte :

- > De conserver les parts pendant toute la durée de vie du Fonds, dans les conditions déterminées par les articles 10 et 11 du Règlement sur les rachats et les cessions de parts. Mon investissement pourra en conséquence ne présenter aucune liquidité pendant toute la durée de vie du Fonds, soit pendant 7 à 9 années.
- > De prendre le risque d'une perte sur le capital investi dans le Fonds (mon investissement peut varier à la baisse sans que la baisse ne puisse excéder le montant investi).

Je reconnais que l'avantage fiscal ne constitue pas la seule motivation de mon investissement dans le Fonds.

J'ai noté que le traitement fiscal dépend de la situation individuelle de chaque souscripteur et est susceptible d'être modifié postérieurement à la date de la signature du présent bulletin de souscription.

3 AVERTISSEMENT

L'attention des souscripteurs est attirée sur le fait que votre argent est bloqué pendant une durée de 7 à 9 années sauf cas de déblocage anticipé prévus dans le Règlement. Le fonds d'investissement de proximité est principalement investi dans des entreprises non cotées en bourse qui présentent des risques particuliers. Vous devez prendre connaissance des facteurs de risques de ce fonds d'investissement de proximité décrits à la rubrique « Profil de risque et de rendement » du DIC1.

Enfin, l'agrément de l'AMF ne signifie pas que vous bénéficierez automatiquement des différents dispositifs fiscaux présentés par la Société de Gestion. Cela dépendra notamment du respect par ce produit de certaines règles d'investissement, de la durée pendant laquelle vous le détiendrez et de votre situation individuelle.

4 LIVRAISON DES TITRES

Je souhaite que les parts correspondantes soient livrées en nominatif pur auprès de la BFCM.

ou

Je souhaite que ces parts soient livrées sur le compte Titres renseigné ci-dessous et dont je vous joins un RIB.

IBAN
BIC

5 SOUSCRIPTION ET RÈGLEMENT

Je souscris (montant minimal de 1 000 € hors droits d'entrée) :

Montant hors droits d'entrée 0 , 0 € (MS) (Le montant doit être un **multiple de 10**)

Droits d'entrée (maximum 5 %) 2 0 % (TDE)

Montant droits d'entrée € (MDE) = (MS) x (TDE)

Montant total de la souscription € (MT) = (MS) + (MDE)

Je joins un chèque du montant indiqué en (MT) à l'ordre de **Corse Croissance n°3**.

Je coche cette case si je souhaite utiliser ma souscription pour **réduire mon IR**

6 ENCADREMENT DES FRAIS ET COMMISSIONS DE COMMERCIALISATION, DE PLACEMENT ET DE GESTION

Je verse un montant total de € (MT) qui comprend un montant de droits d'entrée de € (MDE)

Ce montant ne peut correspondre à un pourcentage supérieur à 5 % du montant de cette souscription.

J'ai pris connaissance du fait que les droits d'entrée dans le fonds sont négociables.

Je consens à ce que soient prélevés sur le fonds des frais et commissions de gestion et de distribution, à hauteur d'un taux de frais annuel moyen (TFAM) maximal de 5,19 % (TMFAM_GD), dont des frais et commissions de distribution (y compris droits d'entrée), à hauteur d'un pourcentage maximal de 1,96 % (TMFAM_D).

Les frais et commissions de distribution ne pourront être prélevés au-delà de la durée de 9 ans.

7 MODALITÉS SPÉCIFIQUES DE PARTAGE DE LA PLUS VALUE (« carried interest »)

Les porteurs de parts spéciales ont vocation à investir au moins 0,25 % (SM) du montant des souscriptions initiales totales dans des parts spéciales qui leur ouvrent un droit d'accès à 20 % (PVD) de la plus value réalisée par le fonds, dès lors que sont réunies les conditions de rentabilité suivantes : 100 % (RM).

Les sigles entre parenthèses correspondent à des valeurs dont le mode de calcul est précisé dans les lignes correspondantes du tableau intitulé « Répartition des taux de frais annuels moyens (TFAM) maximaux gestionnaire et distributeur par catégorie agrégée de frais », présenté au sein du DIC1 du Fonds.

Fait à :

Le : / /

en trois exemplaires, dont le dernier est à conserver par le souscripteur pour envoi aux services fiscaux avec l'attestation fiscale, adressée ultérieurement par OTC AM.

SIGNATURE, précédée de la mention « **lu et approuvé** ».

Au 31 décembre 2014, la part de l'actif investie dans des entreprises éligibles des FIP gérés par la Société de Gestion de Portefeuille OTC Asset Management est la suivante :

DÉNOMINATION	Date de création	Pourcentage de l'actif ⁽¹⁾ éligible (quota de 60 % ou de 70 %) à la date du 31 décembre 2014	Date à laquelle le quota doit être atteint
FIP OTC CHORUS 2	2007	60,53 %	31 décembre 2009
FIP OTC DUO 1	2008	73,54 %	31 décembre 2010
FIP OTC CHORUS 3	2008	67,03 %	31 décembre 2010
FIP LUXE	2008	60,93 %	31 décembre 2010
FIP SPÉCIAL LUXE	2008	70,03 %	31 décembre 2010
FIP OTC RÉGIONS NORD	2009	81,55 %	27 mai 2011
FIP OTC RÉGIONS SUD	2009	71,46 %	27 mai 2011
FIP OTC RÉGIONS CENTRE OUEST	2009	83,98 %	22 mai 2011
FIP OTC RÉGIONS CENTRE EST	2009	84,07 %	15 mai 2011
FIP OTC MULTI-PROXIMITÉ 1	2009	85,78 %	9 décembre 2011
FIP OTC RÉGIONS NORD N°2	2011	100,33 %	30 avril 2013
FIP OTC RÉGIONS SUD N°2	2011	90,09 %	30 avril 2013
FIP OTC RÉGIONS CENTRE EST N°2	2011	109,15 %	30 avril 2013
FIP OTC RÉGIONS CENTRE OUEST N°2	2011	100,64 %	30 avril 2013
FIP PME 974	2011	83,94 %	5 janvier 2014
FIP CORSE CROISSANCE	2013	30,12 %	13 août 2016
FIP PME 974 N°2	2012	30,00 %	31 décembre 2015
FIP OTC GRAND ANGLE	2014	40,07 %	31 décembre 2017
FIP CORSE CROISSANCE N°2	2014	0,00 %	31 août 2018
FIP PME 974 N°3	2014	0,00 %	31 août 2018
FIP OTC PME INDEX	2015	0,00 %	28 février 2019

⁽¹⁾ Calculé d'après les comptes arrêtés au 31 décembre 2014, selon la méthode définie à l'article R. 214-65 du Code monétaire et financier.



**QUESTIONNAIRE RELATIF
A LA CONNAISSANCE DU CLIENT
Personne physique (A joindre au Bulletin de souscription)**

Ce questionnaire, établi dans le cadre des dispositions de l'article L. 533-13 du Code monétaire et financier, a pour objectif d'apprécier l'adéquation d'un investissement éventuel dans l'un ou plusieurs fonds ci-dessous et dénommés **Fonds** avec votre expérience en matière d'investissement, vos besoins, vos objectifs et votre situation financière. Vos réponses, destinées à la seule information d'OTC Asset Management, resteront strictement confidentielles.

FIP Corse Croissance n°3 FIP OTC PME INDEX FIP PME 974 n°3

IDENTIFICATION DU CLIENT (Cocher la case correspondante)

Monsieur Madame Mademoiselle Nom : Prénoms :
Date et lieu de naissance :
Adresse :

Votre situation familiale Célibataire Marié(e) Divorcé(e) Veuf/Veuve Pacsé(e)
Votre situation fiscale Résident français Si non, pays de résidence à préciser :

Nom de votre employeur (actuel ou précédent pour les retraités ou sans emploi) : _____

Votre fonction (poste actuel ou précédent votre retraite)

<input type="checkbox"/> Profession libérale	<input type="checkbox"/> Étudiant	<input type="checkbox"/> Retraité
<input type="checkbox"/> Cadre dirigeant	<input type="checkbox"/> Commerçant, artisan	<input type="checkbox"/> Sans profession
<input type="checkbox"/> Employé	<input type="checkbox"/> Cadre	<input type="checkbox"/> Autres (préciser) : _____

À quel secteur d'activité est il rattaché ?

<input type="checkbox"/> Agriculture, pêche	<input type="checkbox"/> Import/Export, Négoce	<input type="checkbox"/> Industrie, transport
<input type="checkbox"/> Bâtiment, immobilier	(produits financiers, énergie, matières premières),	<input type="checkbox"/> Commerce de détail
<input type="checkbox"/> Commerce d'art, produits de luxe	<input type="checkbox"/> Restauration, hébergement, jeux, spectacles	<input type="checkbox"/> Assurance, banque, finance
<input type="checkbox"/> Énergie, armement, contrats et marchés publics	<input type="checkbox"/> Professions libérales juridiques, médicales	<input type="checkbox"/> Autres (préciser) : _____
<input type="checkbox"/> Administration publique, enseignement	<input type="checkbox"/> Religion, Activité associative	

Etes-vous considérée comme US Person ? ⁽¹⁾ Non Oui (préciser)..... *Si oui Remplir les formulaires fiscaux W/9 ou W8BEN*
Etes-vous une personne politiquement exposée (PPE)? ⁽²⁾ Non Oui (fonction).....

SITUATION PATRIMONIALE DU CLIENT (Cocher la case correspondante)

Votre situation financière vous permet-elle d'épargner une partie de vos revenus ? Oui Non

Evaluation de vos actifs financiers (dépôts, produits d'assurance vie, portefeuille d'instruments financiers) :

Inférieure à 500.000 euros Entre 500.000 et 1.000.000 euros Supérieure à 1.000.000 euros

Part du portefeuille de valeurs mobilières dans votre patrimoine total :

Inférieure à 5% Entre 5% et 10% Entre 10% et 25% Entre 25% et 50% Supérieure à 50%

Part des titres non cotés et des parts de FCPI / FIP / FCPR dans ce portefeuille de valeurs mobilières :

Inférieure à 5% Entre 5% et 10% Entre 10% et 25% Entre 25% et 50% Supérieure à 50%

Quelle est la fourchette de vos revenus annuels : Moins de 100 000 € par an Entre 100 000 € et 300 000 € par an Plus de 300 000 € par an

Ils se décomposent en : Revenus professionnels Retraites Autres revenus réguliers

Origine des fonds versés:

Épargne Gain aux jeux Vente de société / d'actifs immobiliers Donation / Héritage Autre : _____

EXPERIENCE DU CLIENT EN MATIERE D'INVESTISSEMENT (Cocher la ou les case(s) correspondante(s))

Avez-vous déjà réalisé des opérations de placement financier avec un conseiller financier ? Oui Non

Avez-vous déjà réalisé des opérations de placement financier sans conseiller financier ? Oui Non

Déleguez-vous la gestion de tout ou partie de votre portefeuille de valeurs mobilières ? Oui Non

Quels instruments financiers entrent ou sont entrés dans la composition de votre portefeuille de valeurs mobilières ?

<input type="checkbox"/> Actions ou OPCVM actions ou trackers	<input type="checkbox"/> Capital risque (actions non cotées, FCPR, FCPI, FIP, SCR)	<input type="checkbox"/> Produits réservés à certains investisseurs
<input type="checkbox"/> Obligations ou OPCVM Obligataires	<input type="checkbox"/> Produits immobiliers (OPCI, SCPI)	<input type="checkbox"/> Produits structurés
<input type="checkbox"/> Produits monétaires		

OBJECTIFS POURSUIVIS PAR LE CLIENT (Cocher la case correspondante)

Mesure de la tolérance au risque - En contrepartie des possibilités de profit à long terme, le client accepte de prendre un risque élevé sur le capital investi dans le(s) **Fonds**. Oui Non

Horizon d'investissement - En contrepartie de l'avantage fiscal attaché à la souscription de parts du/des **Fonds**, le client accepte de conserver ses parts pendant toute la durée de vie du fonds concerné. Oui Non

Fiscalité - Le client reconnaît que l'avantage fiscal ne constitue pas la seule motivation de l'investissement dans le(s) **Fonds**, et a constaté que la réduction d'impôt liée à cet investissement (compte tenu des autres réductions dont il entend bénéficier et de l'effet du plafonnement des avantages fiscaux), n'excède pas le montant prévisionnel d'imposition sur ses revenus de l'année de souscription. Oui Non

Je certifie avoir pris connaissance du DIC1 du/des **Fonds**, et de l'avertissement figurant dans le bulletin de souscription du fonds concerné. Je reconnais avoir obtenu les informations nécessaires pour souscrire en toute connaissance de cause des parts du/des **Fonds**, en adéquation avec mon expérience, mes besoins, mes objectifs et ma situation financière.

Fait à, le

Signature du souscripteur

Fiche d'Information Légale

Document d'entrée en première relation à destination du client potentiel, conformément à l'article 325-3 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers et la loi N° 2005-1564 du 15 décembre 2005, transposant la directive sur l'inter-médiation en assurance.

La Boîte à Finances

Cabinet de Conseil en Gestion de Patrimoine
Société par Actions Simplifiée au capital de 10 000 €

Siège social : Tour ARIANE, 5 place de la Pyramide
92088 Paris La Défense Cedex - France
Tél : 01.80.88.83.00 - Fax : 01.80.88.83.03

Numéro SIREN : 513 063 974
Immatriculation au registre 513 063 974 R.C.S Nanterre
Code APE 6629Z

Statuts légaux et autorités de tutelle

La Boîte à Finances est titulaire du statut de :

- **Conseiller en Investissements Financiers** (CIF), statut accordé sous le numéro E001952 par l'ANACOFI-CIF (anacofi.asso.fr), association professionnelle agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (amf-france.org) ;
- **Courtier en assurance** (COA) enregistré sous le n° 10 053 248 auprès de l'ORIAS (orias.fr), placé sous le contrôle de l'ACPR, l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (acpr.banque-france.fr). Intermédiaire de catégorie B, le cabinet n'est soumis à aucune obligation contractuelle de travailler exclusivement avec une ou plusieurs entreprises d'assurance ;
- **Courtier en opérations de banque et en services de paiement** (COBSP) référencé auprès de l'ORIAS. Le cabinet n'a aucune obligation contractuelle de travailler exclusivement avec un ou plusieurs établissements de crédit ou de paiement, et ne possède avec eux aucun lien financier ou capitalistique.
- **Agent immobilier** titulaire de la Carte de Transactions Sur Immeubles et Fonds de Commerce n° 10.92.N949 délivrée par la préfecture de Nanterre.

Conformément aux exigences du code monétaire et financier et du code des assurances, La Boîte à Finances dispose d'une couverture en **Responsabilité Civile Professionnelle** pour un montant de 2 500 000 € par année d'assurance et d'une **Garantie Financière** de 30 000 € par année d'assurance, souscrites auprès de la CGPA (cgpa.fr), respectivement sous les n° de police : GFIP0108 et RCIP0108, et couvrant ses diverses activités.

Honoraires et commissions

- Courtage sur produits financiers et immobiliers : gratuit
- Conseil ordinaire et « Lettre de Mission » (devis) : gratuit
- Bilan patrimonial : gratuit
- Préconisations patrimoniales (audit complet) : 180 € TTC
- Études juridiques approfondies (montages patrimoniaux, organisation de succession, protection d'un proche, expatriation, impatriation, études de droits à la retraite...) : 90 € TTC/heure
- Rémunération et commissions : Pour tout acte d'inter-médiation, le conseiller est rémunéré par la totalité des frais d'entrée, déduction faite de la part acquise à la société qui l'autorise à commercialiser le produit financier, auxquels s'ajoutent une fraction des frais de gestion ne dépassant pas 50% de ceux-ci.

Conformément aux dispositions de l'article 325-6 du Règlement général de l'AMF, le client pourra obtenir, avec le concours du CIF, communication d'informations plus précises auprès de l'établissement teneur du compte, ou directement auprès du producteur quand ce dernier n'est pas lui-même dépositaire.

Traitement des réclamations

En cas de litige ou de réclamation du client, les parties contractantes s'engagent à rechercher en premier lieu un arrangement amiable. Le client pourra adresser sa réclamation par courrier postal (voir l'adresse *supra*) ou électronique (contact@a-boite-a-finances.com) au siège de la société qui disposera de 10 jours pour en accuser réception, puis de 2 mois à compter de la réception de la réclamation pour y répondre.

Au besoin, en second lieu, le client pourra informer le médiateur de l'ANACOFI (92 rue d'Amsterdam 75009 Paris - 01 53 25 50 80), ou faire appel au médiateur de l'AMF, *Mme Marielle Cohen-Branche* (17, Place de la Bourse 75082 Paris Cedex 02). En cas d'échec, le litige pourra être porté devant les tribunaux compétents.

Principaux partenaires financiers et fournisseurs

Nom	Nature	Type d'accord	Mode de rémunération
123 Venture	Société de gestion	Démarchage	Commission
ALTO INVEST	Société de gestion	Démarchage	Commission
A Plus Finance	Société de gestion	Démarchage	Commission
APREP	Plateforme d'assurances	Diffusion	Commission
AXA Life Europe	Assureur	Diffusion	Commission
Bouygues Immobilier	Promoteur	Commercialisation	Commission
CALAO Finances	Société de gestion	Démarchage	Commission
CILOGER	Gestionnaire immobilier	Démarchage	Commission
e-cie vie	Assureur	Diffusion	Commission
ECOFIP	Société de conseil	Commercialisation	Commission
FINEIFFEL	Société de conseil	Commercialisation	Commission
GENERALI	Assureur	Diffusion	Commission
INOCAP	Société de gestion	Démarchage	Commission
INTER-INVEST	Société de conseil	Commercialisation	Commission
La Référence Pierre	Société de conseil	Commercialisation	Commission
OTC AM	Société de gestion	Commercialisation	Commission
PERIAL	Gestionnaire immobilier	Démarchage	Commission
SIGMA Gestion	Société de gestion	Démarchage	Commission

Entreprises d'assurance avec lesquelles il existe un lien financier : Néant.

Établissements promoteurs de produits avec lesquels il existe un lien capitalistique ou commercial significatif : Néant.

Code de bonne conduite

La Boîte à Finances s'est engagée à respecter intégralement le code de bonne conduite de l'ANACOFI-CIF.

Toujours agir dans l'intérêt du client.
Maintenir et développer notre compétence.
Disposer des moyens nécessaires à l'exercice de notre profession.
Conseiller avec transparence et une totale indépendance.
Respecter le secret professionnel.
Avoir recours à d'autres professionnels quand l'intérêt du client l'exige.
Lutter contre le blanchiment d'argent et le terrorisme.
Faire preuve d'honnêteté, de probité et d'intégrité professionnelle.

Je soussigné *atteste avoir pris connaissance de l'intégralité de ce document.*
Fait à *le*

Signature du client